

Oui à l'Église, non à l'Inquisition

100

Le Monde

ALSACE

LA TÉNACITÉ DES HABITANTS A FAIT CÉDER LE POUVOIR NUCLÉAIRE Fessenheim n'est plus « top secret »

Fessenheim. — Deux mille Alsaciens vont recevoir un étrange cadeau de Noël. Pas un abri, pas une instruction. Hormis quelques spécialistes, pas un Français n'a reçu le conseil sur la manière de se protéger des radiations en cas d'accident survenant à une installation civile ou lors d'un transport de matières nucléaires. Si les citoyens de Fessenheim et de quelques communes voisines ont pu bénéficier d'un manuel de bonne conduite nucléaire comme on le trouve d'habitude en Alsace, ils le doivent à la commission de surveillance de la centrale.

Cette singulière institution, encore unique en France, pratiquement inconnue en dehors de l'Alsace, fonctionnant depuis plus de deux ans et demi. Elle est la fille de la contestation civile qui a éclaté en Alsace dès 1970 lorsque R.D.F. était l'inter-

De notre envoyé spécial.

tion de construire, sur les bords du canal du Rhin quatre réacteurs. Un comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (C.S.P.R.) se fonda aussitôt. Il avait d'être le premier comité antinucléaire d'Europe. Il faudrait un livre entier pour raconter les combats incessants (réfutes, manifestations, pétitions, procès, grèves de la faim) auxquels il a soumis les autorités. Les animateurs ont été à la fois combattifs non violents et réalistes. Ils ont convaincu les autres, toujours innocents, de l'urgence à l'emploi de la centrale et ont obtenu la création de cette institution. Ils ont surtout réaffirmé depuis des années qu'une commission indépendante composée d'élus, de représentants d'associations et de scientifiques indépendants contrôlerait la construction puis le fonctionnement des réacteurs.

Résumant cette idée, et tenant ainsi leur rôle, les élus du conseil général demandèrent à leur tour la création de cette institution. C'était en avril 1977, alors que le premier réacteur venait de démarrer. « L'association, pour l'instant, n'est pas un tribunal », a-t-il écrit. M. André Leboucq, le directeur de la centrale, a répondu que le directeur de la centrale a fait ses futures. Il devrait laisser entrer les journalistes. Dans le plan de protection de la population, la commission ne joue aucun rôle. Le président d'ailleurs à l'ap-

peier « commission d'information du conseil général ». Or, en cas d'alerte, les conseils et l'intervention de ces élus familiarisés avec le nucléaire pourraient être de première importance. La commission n'a pu obtenir toutes les informations qu'elle souhaitait sur les simulations radioactives de la centrale. « Avec le temps, de la centrale, il faut y voir clair », a-t-il obtenu satisfaction. Mais non sans mal — sur des quatre points. Il est vrai que M. Henri Goebsch, président du conseil général, a tenu à assurer lui-même la présidence. Du coup le préfet ne marque pas une absence et son mode d'intervention n'est pas un tribunal, mais un club. M. André Leboucq, le directeur de la centrale, a répondu que le directeur de la centrale a fait ses futures. Il devrait laisser entrer les journalistes. Dans le plan de protection de la population, la commission ne joue aucun rôle. Le président d'ailleurs à l'ap-

Un barrage au nord de Lauterbourg

CONTENTIEUX FRANCO-ALLEMAND SUR LE RHIN

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — « Trait d'union pendant de longues années le Rhin est en train de devenir une pomme de discorde entre les Français et les Allemands », reproche à la France de ne pas respecter la convention signée le 3 décembre à Bonn sur la dépollution du « plus grand fleuve d'Europe ». Et le différend vient de provoquer la première crise de l'histoire diplomatique entre les deux pays. Le contentieux a pris la forme de la construction d'un barrage au nord de Lauterbourg, risque également d'envenimer les relations diplomatiques entre la France et l'Allemagne.

Les hésitations des autorités de Bonn

La R.F.A. était en effet engagée, par un protocole signé en 1960, de construire un barrage à Neuhagen. Cette chute, la troisième sur le Rhin, en aval de Strasbourg, après celle de Gambsheim (1974) et d'Iffezheim (1977), devait protéger la navigation du fleuve, réduire l'érosion du lit du Rhin. Or les autorités allemandes ont, à la suite de la construction de la chute de Neuhagen, constaté que la navigation était ralentie, et que les pêcheurs étaient gênés. Ils ont donc décidé de ne pas construire le barrage.

A l'origine, les accords prévoyaient que la France se chargerait de l'indemnisation des pertes subies par les pêcheurs et les agriculteurs. Mais la France a refusé de payer. Elle a donc décidé de construire le barrage. Mais la France a refusé de payer. Elle a donc décidé de construire le barrage.

Entre-temps, les responsables allemands, avec l'accord de la commission centrale de navigation rhénane, abandonnent plus ou moins l'idée de la construction d'un barrage. Pour remplacer l'érosion du lit du Rhin (qui risque de gêner la navigation), une expérience d'alimentation en « débit artificiel » est conduite à Iffezheim dans la faveur des pêcheurs et des agriculteurs. Mais la France a refusé de payer. Elle a donc décidé de construire le barrage.

Dans l'optique française, la construction de ce barrage reste pourtant indispensable pour permettre l'aménagement du Rhin entre le nord et le sud de l'Allemagne. Mais la France a refusé de payer. Elle a donc décidé de construire le barrage.

SUR LES PENTES DES VOSGES Les rendez-vous de la neige

De notre correspondant

Épinal. — La saison touristique hivernale est bien démarrée dans la massif vosgien : le ski en général et le ski de fond en particulier connaissent un succès remarquable. La neige est de bonne qualité et les stations affichent complet.

S. les Lorrains, les Alsaciens et les Parisiens constituent la majeure partie de la clientèle. Il faut noter que les étrangers viennent en force dans les Vosges : un Alsacien sur cinq, un Lorrain sur dix, un Parisien sur vingt.

Les stations de ski sont très nombreuses. Les stations de ski sont très nombreuses. Les stations de ski sont très nombreuses.

La fronde de 1978

Alain, les comptes rendus des réunions ne sont pas à la hauteur de la situation du pays. M. Goebsch reconnaît que la situation de la centrale est grave. Il reconnaît que la situation de la centrale est grave. Il reconnaît que la situation de la centrale est grave.

LE PARTI COMMUNISTE ET RHIN-RHONE

Après notre article relatant le débat à l'Assemblée nationale sur le canal Rhin-Rhône, le Monde du 12 décembre 1979, nous avons écrit :

« Dans ces conditions, toutes les études effectuées, même celles qui ont été faites par les services de l'État, ne peuvent nous convaincre que la situation de la centrale est grave. Il reconnaît que la situation de la centrale est grave. Il reconnaît que la situation de la centrale est grave.

CORRESPONDANCE

LE PARTI COMMUNISTE ET RHIN-RHONE

Un canal n'est ni bon ni mauvais...

Est-ce sur le critère de l'intérêt européen et à M. Valéry Giscard d'Estaing et à M. François Mitterrand.

En réalité, toutes nos interrogations ne trouvent pas de réponse. La loi du 10 décembre 1977, qui a été votée, ne nous donne pas de réponse. La loi du 10 décembre 1977, qui a été votée, ne nous donne pas de réponse.

TROIS NOUVEAUX GUIDES PRATIQUES EN ÎLE-DE-FRANCE

La préfecture de la région d'Ile-de-France et l'Observatoire régional de la santé ont publié trois guides pratiques concernant les crises, les déplacements, les évènements de l'hébergement, pour personnes âgées et les personnes handicapées.

CARNET

Décès

— Nous apprenons le décès de M. Nestor CALONTE, ancien député de la Seine-et-Marne, décédé le 28 décembre 1979, à l'âge de 82 ans.

— M. Maurice DOMERES, ancien député de la Seine-et-Marne, décédé le 28 décembre 1979, à l'âge de 82 ans.

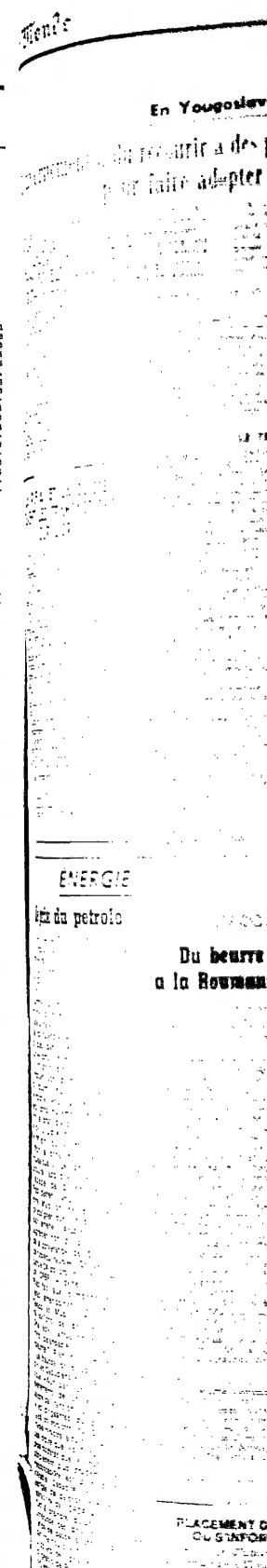
— M. Maurice DOMERES, ancien député de la Seine-et-Marne, décédé le 28 décembre 1979, à l'âge de 82 ans.

M. Philippe Kellman, son beau-frère, ses enfants et ses nombreux amis.

— Nous apprenons le décès de M. Georges ROBERT, ancien député de la Seine-et-Marne, décédé le 28 décembre 1979, à l'âge de 82 ans.

— M. Maurice DOMERES, ancien député de la Seine-et-Marne, décédé le 28 décembre 1979, à l'âge de 82 ans.

JEAN-CLAUDE PHILIP.



La loi impose aux hôpitaux publics de répondre aux demandes d'interruption de grossesse